

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI: PRE 01/223/2009

ÉFAI

Embargo : 18 juin 2009 09h30 TU (11h30 heure d'Harare)

Zimbabwe. Fin de la visite de la secrétaire générale d'Amnesty International

(Harare) La situation des droits humains au Zimbabwe est précaire et les conditions socio-économiques sont désespérées pour la grande majorité des Zimbabwéens, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, à l'issue d'une mission de haut niveau de six jours au Zimbabwe, au cours de laquelle elle s'est entretenue avec de hauts responsables du gouvernement, des militants des droits humains et des victimes d'atteintes aux droits humains.

« Les violations graves et persistantes des droits humains, conjuguées à l'absence de réformes de la police, de l'armée et des forces de sécurité, à la persistance de l'impunité et à l'absence d'engagement clair de la part de certains membres du gouvernement constituent de réels obstacles face auxquels les hauts dirigeants du Zimbabwe doivent réagir. »

Selon Amnesty International, l'Accord de politique global (GPA) - signé par les principaux partis politiques et qui a permis la mise sur pied d'un gouvernement d'union - fournit le cadre pour un changement mais l'engagement en faveur de sa mise en œuvre n'est pas uniforme au sein du gouvernement.

« Le gouvernement doit s'attacher autant à la mise en place de réformes en faveur des droits humains qu'à la recherche de ressources économiques, a déclaré Irene Khan, reconnaissant qu'un dialogue franc avait pu être établi entre Amnesty International et le gouvernement et que la délégation avait été libre de ses mouvements.

« La notion d'urgence réelle d'un changement dans le domaine des droits humains semble ne pas avoir fait son chemin dans l'esprit d'un certain nombre de dirigeants gouvernementaux. Les paroles n'ont pas été suivies d'effets.

« Aucun effort sérieux n'a été fait pour réformer le secteur de la sécurité. Aucune enquête ou action en justice d'importance n'a été menée contre les responsables des violences politiques soutenues par l'État qui se sont produites ces dernières années. Certains éléments de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) considèrent encore le recours à la violence comme un outil légitime pour écraser toute opposition.

« La combinaison de ces facteurs pourrait générer de nouvelles atteintes graves aux droits humains avant de futures élections. »

L'évaluation de la situation par Amnesty International montre que :

- défenseurs des droits humains, journalistes et avocats font toujours l'objet d'actes d'intimidation,

- de harcèlement, de menaces et continuent d'être arrêtés et inculpés ;
- des poursuites restent engagées contre 15 militants politiques et défenseurs des droits humains enlevés l'année dernière et contre plusieurs députés ;
- on est toujours sans nouvelles de sept militants du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) victimes de « disparition forcée » en 2008. Le ministère de l'Intérieur a affirmé à Amnesty International qu'ils n'étaient pas aux mains de la police, sans pouvoir toutefois indiquer ce qui leur était arrivé ni où ils se trouvaient ;
- le droit de manifester est toujours sévèrement restreint. Le 17 juin encore, plusieurs militantes du mouvement WOZA (Femmes du Zimbabwe, debout !) ont été frappées par la police et sept d'entre elles ont été arrêtées pour avoir manifesté pacifiquement ;
- les invasions de fermes se poursuivent, les violences affectent à la fois les fermiers et les ouvriers agricoles ;
- la plupart des victimes des expulsions forcées de l'Opération Murambatsvina il y a quatre ans n'ont toujours pas de logement décent et n'ont obtenu aucune indemnisation ;
- le secteur de l'éducation connaît une grave crise.

« Afin de mettre fin au climat d'intimidation, le président Robert Mugabe et le Premier ministre Morgan Tsvangirai doivent donner clairement et publiquement pour instruction à tous les militants de cesser de harceler, intimider et menacer les personnes perçues comme des opposants politiques, notamment les enseignants et les avocats », a déclaré Irene Khan.

La responsabilité incombe au président Mugabe, en tant que chef de l'État, commandant en chef des forces armées et dirigeant du pays ces trente dernières années, ainsi qu'à son entourage, de relever le défi que représente l'Accord de politique globale, particulièrement sur la question centrale des droits humains.

En dépit de l'engagement contenu dans l'Accord de politique globale de poursuite en justice les responsables présumés de violences politiques, plusieurs ministres d'État ont confirmé que la question de l'impunité n'était pas une priorité du gouvernement pour l'instant.

« La tolérance de l'impunité est perçue comme une autorisation de perpétrer de nouvelles violations par les auteurs de ces violences – qu'il s'agisse de la police, de responsables de la sécurité ou de militants de partis politiques », a déclaré Irene Khan.

« L'indifférence flagrante du gouvernement face à l'impunité forme un contraste frappant avec l'exigence de justice et le besoin de réparations des victimes et des personnes ayant survécu à des violences que j'ai rencontrées dans tout le Zimbabwe .

« Sans justice, les blessures de ce pays polarisé par des dizaines d'années de violence politique ne pourront se cicatriser. Tant l'on ne s'attaquera pas au problème de l'impunité, le pays ne pourra se relever de ses blessures et la réforme du secteur de la sécurité ne pourra se faire.

« Chaque fois que nous avons abordé la question d'un changement de politique en matière de droits humains, le gouvernement a répondu qu'il avait besoin de davantage de moyens, a déclaré Irene Khan. Mettre fin aux attaques contre les défenseurs des droits humains, lever les restrictions sur les médias ou autoriser les manifestations publiques ne demande pas d'argent - seulement la volonté politique. »

Amnesty International demande que la société civile puisse faire entendre davantage sa voix, un point capital en l'absence d'opposition parlementaire. L'organisation demande également que soit garanti le droit à la liberté de réunion, d'association et d'expression.

« Aucun débat d'importance ne pourra avoir lieu tant que les médias ne seront pas libres. La presse nationale et internationale doit pouvoir travailler librement. Ce la ne demande pas plus d'argent et aucune nouvelle loi.»

Bien qu'Amnesty International dresse un tableau sombre de la situation, l'organisation estime que la mise en place d'un gouvernement de coalition et l'Accord de politique global ont changé la donne politique – et que cela peut et doit servir de base à la construction d'un nouveau paysage tant sur le plan national qu'international.

« Les divisions entre gouvernements africains et occidentaux n'ont pas permis de créer une approche commune des problèmes relatifs aux droits humains au Zimbabwe, selon Irene Khan, qui a appelé la communauté internationale à surmonter cette polarisation et à soutenir le gouvernement zimbabwéen pour qu'il parvienne à ses objectifs sur la question des droits humains. Elle a également appelé à l'élaboration de critères communs visant à soutenir et mesurer les efforts du gouvernement en faveur des droits humains. Amnesty International a appelé le président Jacob Zuma d'Afrique du Sud, en temps que président de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), à prendre la tête de ce mouvement.

L'organisation a également appelé le gouvernement zimbabwéen et les donateurs internationaux à augmenter leur assistance humanitaire en concentrant leurs efforts sur l'éducation primaire, estimant que les frais d'inscription et de scolarité en école primaire devraient être supprimés.

« Parce qu'ils ne peuvent payer les frais de scolarité, des parents sont amenés à faire des choix impossibles – nourrir leurs enfants ou les envoyer à l'école ; envoyer leur fils ou leur fille à l'école, a déclaré Irene Khan. Les enfants zimbabwéens paient trop lourdement l'échec politique de leur gouvernement.

« Les progrès en matière de droits humains ont été malheureusement très lents. La population du Zimbabwe ne peut plus continuer à être l'otage des ambitions de ses dirigeants.

« La polarisation du monde politique zimbabwéen se reflète dans la polarisation de la communauté internationale envers le Zimbabwe et cela réduit l'impact de la pression extérieure sur le pays, a déclaré Irene Khan.

« La communauté internationale doit œuvrer de concert au développement d'une stratégie commune en matière de droits humains pour le Zimbabwe et aider le gouvernement zimbabwéen à la mettre en place. »

Note aux rédactions

- Il s'agissait de la première visite jamais effectuée par un(e) secrétaire général(e) d'Amnesty International au Zimbabwe, bien que l'organisation suive l'évolution de la situation des droits humains dans ce pays depuis les années 60.
- Irene Khan rencontrera Morgan Tsvangirai, Premier ministre du Zimbabwe, à Londres, lundi 22 juin.
- Pour télécharger des images de la visite d'Irene Khan au Zimbabwe, veuillez aller sur le site : . http://www.flickr.com/photos/kate_mf/sets/72157619885310400/
- Irene Khan a rencontré les personnalités suivantes : Joyce Mujuru, vice-présidente, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, ministre de la Défense, David Coltart, ministre de l'Éducation, Didymus Mutasa, ministre d'État chargé des affaires présidentielles, Jessie Majome, vice-ministre de la Justice, Kembo Mohadi, ministre des Affaires intérieures, Giles Mutsekwa, ministre des Affaires intérieures, Sekai Holland, ministre d'État (Réconciliation nationale), Lovemore Moyo, porte-parole de l'Assemblée nationale.
- La délégation a rencontré le ministre du logement Fidelis Mhashu.

Pour obtenir une interview, des images en haute définition ou en vidéo (B-roll), veuillez contacter

Eliane Drakopoulos au +44 7778 472 109 ou Judit Arenas au +44 7778 472 188.